



ÉCONOMIE

## Les informaticiens en pointe contre les CDD longs

28 janvier 2004 à 22:21

**Succès de la pétition sur l'Internet qui dénonce le projet de contrats de mission.**Par **GREMILLET MURIEL**

C'est la première mobilisation contre le contrat de mission. A ce jour, plus de 13 400 informaticiens ont signé, via l'Internet, une pétition qui dénonce la création dans leur branche de ce contrat à durée déterminée de long terme, adapté aux fluctuations des missions informatiques. Une des mesures phare du rapport sur l'emploi, présenté la semaine dernière par Michel de Virville et que François Fillon, ministre des Affaires Sociales et du Travail, envisage d'intégrer à sa loi sur l'emploi.

Vieux rêve. Dans l'informatique, la menace planait depuis longtemps. En décembre, le patronat du secteur, le Syntec, qui représente les entreprises en conseil, informatique et ingénierie, demande aux partenaires sociaux la mise en place d'un tel contrat. Qui permet, selon le Syntec, de «recruter des salariés pour une mission donnée». Et de s'en débarrasser une fois la mission terminée chez le client. Pour les syndicats, c'est la réalisation par le patronat d'un vieux rêve, lier les contrats de travail aux contrats commerciaux. Le Syntec propose aussi d'imposer la mobilité géographique à ses salariés, par accord de branche, et souhaite que les ingénieurs et cadres soient contraints de poser leurs RTT dans les périodes «d'intermissions», c'est-à-dire, entre deux projets chez des clients.

Immédiatement, les syndicats réagissent. A Nantes, l'intersyndicale CGT-CFDT-Sud de l'informatique organise des réunions d'information. «On a réussi à avoir deux fois presque 50 personnes, raconte Hervé Richard de la CGT. C'était déjà très bien.» Dans la foulée, une pétition, d'abord papier, puis électronique, est lancée. Elle dénonce le contrat de chantier, la précarisation et la possibilité de licencier plus facilement les informaticiens. Le texte qui propose aussi des pistes pour améliorer l'accès à la formation des ingénieurs, devrait être remis à François Fillon à l'occasion de la campagne des régionales. «C'est inédit pour nous, poursuit Hervé Richard, un des initiateurs du texte. Dans notre secteur, on compte très peu de syndiqués et la mobilisation collective est en général difficile à enclencher.»

«Un début». Ce raz de marée souligne l'inquiétude qui gagne le secteur. Environ 60 000 informaticiens seraient au chômage, et les licenciements se multiplient. Certains jeunes ingénieurs découvrent aussi l'action syndicale via la pétition. «Pour l'instant, ça se limite à faire suivre le maill, raconte Pierre ingénieur systèmes. Mais c'est un début d'action collective.» Les syndicats espèrent montrer par cette pétition qu'ils ne sont pas que dans la dénonciation. «On est là pour faire des propositions», dit Hervé Richard.

<http://membres.lycos.fr/nonasyntec/index.html>